

DÉCISION N°1300/2018 DU 8 AOUT 2018

ATTRIBUTION DE MARCHÉ

FOURNITURE DE TOILETTES SÈCHES POUR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** l'article 42-2 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** les crédits inscrits au budget territorial ;
- VU** l'avis de marché publié le 21 juin 2018 pour la fourniture de toilettes sèches ;
- VU** l'avis de la commission des marchés à procédure adaptée réunie le 11 juillet 2018 ;

DÉCIDE

Article 1 : Le marché pour la fourniture de toilettes sèches pour la Collectivité Territoriale est attribué aux Ets Max GIRARDIN pour un montant de soixante-deux mille quatre cent vingt euros (62 420,00 €).

Article 2 : La dépense sera imputée au chapitre 21, nature 2188, fonction 738 du budget territorial.

Article 3 : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 8 août 2018

Publié le 9 août 2018

ACTE EXÉCUTOIRE

**Pour le Président
et par délégation
Le 1^{er} Vice-Président**

Bernard BRIAND

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*